



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/TROIS-SYNDICATS-QUITTENT-LE-COMITE-DE-LUTTE-CONTRE-LES-VIOLENCES-SEXUELLES-DE-L-33120>

# TROIS SYNDICATS QUITTENT LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DE L'UQO

Date de mise en ligne : mercredi 13 décembre 2017

- Communiqués - Événements -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

Gatineau, le 12 décembre 2017. -- Les syndicats représentant les chargés de cours, les professeurs et les étudiants salariés de l'UQO ont décidé de retirer leurs représentantes au Comité consultatif pour une communauté exempte de harcèlement, de violence et d'agression à caractère sexuel.

Plusieurs éléments sont reprochés à l'UQO dans sa gestion de ce comité dont le manque de transparence quant à la nomination et à la gouvernance. « La création d'un comité consultatif chapeauté par un comité décisionnel constitué uniquement de cadres crée une illusion de collégialité qui est impropre au contexte universitaire et qui mine le succès de l'initiative dans son ensemble », a soutenu Louise Briand, présidente du Syndicat des professeurs et professeures de l'UQO (SPUQO)

Le manque de transparence du processus de consultation et de prise de décision nuit au travail de représentation syndicale ou associative. En effet, les membres du comité sont tenus de garder les discussions du comité et sa composition secrètes. « Cette confidentialité nous apparaît contraire à l'objectif de mettre en place des changements au sein de l'ensemble de la communauté universitaire. Une poignée d'individus ne pourront jamais éliminer au terme de quelques rencontres secrètes les violences sexuelles en milieu universitaire », a affirmé Sophie Potvin, présidente du Syndicat des étudiants et étudiantes salariés de l'UQO (SEES-- UQO).

L'intégration des étudiantes salariées et les chargées de cours est par ailleurs problématique par le refus de l'UQO de les rémunérer. « Vu la nature de ce comité, ce sont surtout des femmes qui y siègent. L'UQO aurait-elle exigé un travail bénévole si ce comité avait été majoritairement masculin ? », a déclaré Marie--Josée Bourget, présidente du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQO (SCCCUQO). Ces représentantes doivent également composer avec un statut précaire qui les fragilise encore plus par l'absence de reconnaissance de la valeur de leur travail et de leur contribution au comité.

Le Comité consultatif pour une communauté exempte de harcèlement, de violence et d'agression à caractère sexuel s'est réuni pour la première fois le 22 mars 2017. Le SCCC UQO y était officiellement représenté par trois membres, le SEES--UQO par deux membres et le SPUQO par un membre.

Source : Nicolas Harvey Vice--président aux communications Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQO (SCCC--UQO) Stéphanie Demers Première vice--présidente du SPUQO  
Sophie Potvin Présidente du SEES--UQO